



D'autres mondes sont possibles

Nous assistons à des gestes courageux de solidarité comme les flottilles de la société civile internationale qui essaient de briser le blocus sur Gaza. En ces temps troubles, les masques tombent et nous voilà à nouveau confrontés à notre finitude, non plus individuelle, mais civilisationnelle. Même si certains refusent de faire l'autocritique de l'Occident et de leurs valets qui, aux yeux du monde, ne représentent plus que corruption et argent, déni du droit de vivre pour les peuples et guerre à l'environnement.

Je perçois des similitudes entre le génocide des autochtones et les attaques permanents à tout projet de civilisation qui s'écarte de la subordination impériale. La grande propriété terrienne, l'exploitation à outrance, l'extermination du vivant, la conquête et la domination, on refuse l'altérité des autres modes de vie et les médias nous conditionnent à accepter toutes interventions militaires pour renverser les projets de société alternatifs.

Les États-Unis sont motivés par l'ambition et la cupidité,

matérialistes à outrance, avec des simulacres de religions où l'homme blanc est célébré dans toute sa brutalité et son insignifiance. Mais avant de faire la leçon aux autres, ne faudrait-il pas construire un monde viable pour nos enfants ?

Au lieu de cela, on nous impose le trans-humanisme où, parmi les favorisés, il y aura une humanité améliorée qui non seulement dominera, mais exterminera les autres peuples, comme Homo sapiens se débarrassa de Neandertal. Je pourrais aussi sombrer dans la peur que suscite l'Intelligence artificielle qui contrôlera bientôt les destinés du monde occidental, devenu trop abruti par la consommation pour se gouverner lui-même et faire face aux enjeux des changements climatiques.

Bon, je m'étais promis de parler d'espoir et de solidarité. Je reconnais cette dernière à l'œuvre de mille façons lorsque je regarde autour de moi la bonté du milieu communautaire à boutte. Bien sûr, rien n'est parfait, mais il y a du bon en chacun de nous qui ne demande qu'à croître et à

s'épanouir si on lui donne le temps et l'espace pour le faire.

Du Sud global nous vient l'exemple de résistances courageuses à la fragmentation que nous impose les dominants et leurs mensonges. Derrière leurs chimères de coloniser la lune, nous savons bien que le mensonge ne dure qu'un temps et qu'il ne rend certainement pas heureux. Par delà leurs sombres complots, ces milliardaires tout puissants risquent bien de s'enfermer dans leurs bottines et de tomber en pleine face.

C'est sur ce champ de ruines qu'ils nous faudra construire les possibles dans la pluralité, le respect des cultures millénaires et permettre la résurgence du vivant, conscients que nous sommes après tout, bien peu de chose en ce monde.

Yves Carrier

Dans ce numéro :	
Tragédie humaine	2-3
Bolivie, soulèvement	4-6
Élection en Colombie	7-11
Palantir	12-15
Des nouvelles du CAPMO	16

Les migrations mondiales actuelles constituent une véritable tragédie humaine

Par Leonardo Boff

Amerindia, 23 mai 2026

De nos jours, des millions de migrants qui, par terre et par mer, cherchent de meilleures conditions de vie. Selon les chiffres des Nations unies, en 2025, il y avait dans le monde 304 millions de migrants. Aujourd'hui, avec plus de cent zones de conflits, comme vient de nous informer le coordonnateur de la Croix Rouge, ils seront bien plus nombreux, puisque l'humanité vit une guerre civile sans interruption. La majorité fuit les guerres qui provoquent d'innombrables victimes. D'autres émigrent parce que leurs terres sont devenues infertiles en raison de la chaleur excessive. Aussi, il y a ceux et celles qui cherchent d'autres pays en raison des persécutions religieuses ou politiques.

Le plus grand nombre provient d'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient, tous deux convergent vers l'Europe. De plus, des dizaines de milliers de latino-américains émigrent illégalement aux États-Unis à chaque année. Sous la présidence de Donald Trump, tous les migrants sans permis de séjour sont expulsés du pays. Cette tâche est confiée à une police spéciale, ICE, qui utilise la violence et la force brute pour les obliger à quitter les États-Unis.

Sont inoubliables les scènes lâches des agents de ICE qui pourchassent les migrants sans papier dans les rues, les écoles, les usines, les fermes et même les églises. Le président Donald Trump considère leur présence injustifiable et préjudiciable parce qu'ils seraient des gens mauvais, des voleurs et des assassins, quand dans leur grande majorité ils font fonctionner les services hôteliers, les restaurants, les usi-

nes, les productions agricoles et de nombreux autres secteurs. Ce qui est préjudiciable à l'économie états-unienne, c'est justement leur expulsion.

La violence appliquée aux migrants détenus et déportés est choquante. Ils sont jetés dans de grands avions, enchaînés comme si c'était du bétail, sans aucun respect pour leur dignité. L'arrestation d'un enfant de cinq ans, pour attirer son père et le capturer, provoqua une commotion dans l'opinion publique américaine. L'indignation fut nationale et internationale, obligeant les autorités responsables à libérer l'enfant et le père.

En Europe, les migrants sont généralement mal reçus, tant ceux qui proviennent d'Afrique que du Moyen-Orient. Plusieurs sont morts dans la traversée dans des embarcations précaires. La Méditerranée est devenue la sépulture de milliers de personnes qui s'y sont noyées. L'indifférence et le manque de sensibilité ont indigné le Pape François lorsqu'il visita Lampedusa, lieu d'arrivée de nombreux migrants. Il critiqua sévèrement le fait que les Européens avaient perdu la sensibilité et la capacité de pleurer pour la souffrance de leurs semblables.



Dans certains pays, ils furent entièrement rejetés comme en Hongrie sous le régime de Victor Orban, président d'extrême-droite et violent. Dans la très chrétienne Pologne, ne sont admis que les chrétiens, on refuse l'hospitalité aux musulmans ou aux personnes d'autres dénominations religieuses.

On craint que les changements climatiques s'accélérent toujours plus et détruisant de vastes régions avec de grandes inondations, des sécheresses sévères et d'immenses incendies, finissent par créer des vagues de centaines de milliers de migrants qui cherchent à sauver leur vie, leurs lieux d'origine devenant pratiquement inhabitable. L'ONU a averti les pays centraux et développés de préparer leurs infrastructures pour accueillir et offrir l'hospitalité à ces victimes.

L'hospitalité apparaît comme une valeur de référence pour affronter ce phénomène mondialisé. Les migrations massives pourraient déstabiliser des nations entières et leurs politiques sociales vu la gravité de la situation créée par les changements dans la géopolitique (la dispute pour l'hégémonie mondiale entre les États-Unis, la Russie et la Chine), par les changements climatiques provoqués par la crise écologique et par le courant maritime d'El Niño.

Aujourd'hui, la capacité d'offrir l'hospitalité – considérée par toutes les traditions culturelles comme l'une des plus hautes valeurs dans les relations humaines – révèle combien de sensibilité et d'humanité subsistent encore parmi nous, tant comme individus qu'en tant que sociétés complexes. Les inégalités scandaleuses actuelles, fruit d'une accumulation inimaginable de richesse pour quelques-uns qui exploitent la majorité et dévastent les biens et les services naturels, n'offrent pas de signe

d'espoir que prévaudra la sensibilité et l'humanité, base de l'hospitalité, face aux millions de migrants à l'échelle mondiale.

Mais, même ainsi, vaincus et déroutés, nous n'abandonnerons jamais notre engagement en faveur des migrants et des réfugiés, méprisés et rejetés, puisque cette cause, parce qu'elle est vraie, est invisible. En elle se démontre le meilleur qui existe chez les êtres humains : compatir avec les pèlerins obligés, les migrants; vivre la solidarité concrète face à leur situation fragile; et l'amour inconditionnel envers ces humiliés et offensés. Selon les récits bibliques et le sens d'un des plus émouvants mythes grecs sur l'hospitalité, celui sur les anciens Bâucis y Philémon, celui qui héberge le pèlerin et l'inconnu, accueille Dieu anonyme dans sa demeure.

La sainte famille fut migrante en Égypte et rendit sacré tout engagement en faveur de ceux et celles qui vivent péniblement une situation semblable. Pour cela, une telle réalité représente pour la conscience un appel éthique permanent, même au milieu des difficultés, des préjugés et des rejets. En fin de compte, nous sommes tous migrants et des invités sur cette Terre qui appartient autant aux personnes présentes qu'aux futures générations. Nous sommes de passages. Elle seule, la Maison commune, demeure présente pour des millions d'années, tournant autour du soleil et donnant la vie par la nature et pour l'humanité.

AVEC LA CRISE EN BOLIVIE, LE CYCLE CONSERVATEUR EN AMÉRIQUE LATINE MONTRE DÉJÀ DES SIGNES DE FRAGILITÉ POLITIQUE.



Par Indiana Ubelhartt* – Scène mondiale

Other News, 25 mai 2026

La progression des milieux conservateurs en Amérique latine pourrait se heurter à des obstacles politiques et électoraux plus importants que prévu initialement par certains analystes régionaux. Selon l'analyste brésilien Oliver Stuenkel, dans *Estadão*, bien que la droite ait remporté d'importantes victoires électorales dans plusieurs pays de la région ces dernières années, certains gouvernements et dirigeants de cette mouvance montrent des signes de déclin accéléré, confrontés à des difficultés économiques, des conflits sociaux et des contestations politiques répétées. C'est le cas en Argentine avec Javier Milei et en Bolivie avec Rodrigo Paz.

Auparavant, le prétendu « virage conservateur » était interprété comme une potentielle transformation politique profonde, alimentée par des facteurs tels que les préoccupations croissantes en matière de sécurité publique, la croissance de l'électorat évangélique (dans le cas du Brésil) et l'impact régional du retour de Donald Trump à la Maison-Blanche. Cependant, les événements récents en Amérique du Sud dressent un tableau plus instable et moins prévisible des prochains cycles électoraux de la région.

Usure politique et limites du cycle conservateur

Parmi ces cas, on peut citer celui de Javier Milei en Argentine, dont le gouvernement est confronté à des tensions liées à l'impact social des réformes économiques, à des conflits parlementaires et à de nombreuses allégations de corruption visant des membres clés de son administration, tels que le chef de cabinet et le secrétaire général de la présidence.

Par ailleurs, un autre facteur contribue à la détérioration du climat politique régional, marqué par l'inflation, les troubles sociaux et de sérieuses difficultés à résoudre des problèmes structurels comme l'insécurité, la pauvreté et la faible croissance économique.

Dans le cas de l'Équateur, le gouvernement de Daniel Noboa est considéré comme l'un des exemples les plus représentatifs de la crise des nouveaux dirigeants conservateurs. Bien que le président soit arrivé au pouvoir en promettant de lutter contre le crime organisé, le pays continue de faire face à une violence liée au trafic de drogue très importante, et parallèlement, les critiques de l'opposition se sont intensifiées quant aux tendances autoritaires présumées au sein du pouvoir exécutif.



Cependant, ces derniers jours, un autre cas a pris de l'importance, venant s'ajouter à la liste des gouvernements de droite à bout de souffle : celui de Rodrigo Paz en Bolivie. La crise que traverse le gouvernement de Paz met clairement en lumière les limites d'une nouvelle direction de centre-droit dans un contexte de grave récession économique et de fortes tensions sociales. Quelques mois seulement après son entrée en fonction, le président est confronté à une escalade des manifestations, des blocages et des affrontements menés par les syndicats, les mineurs, les agriculteurs, les transporteurs et les organisations de base qui contestent les mesures d'austérité, la crise des carburants et la hausse du coût de la vie. Cette situation a entraîné des pénuries de nourriture, de médicaments et d'oxygène, ainsi qu'un siège croissant de La Paz, contraignant le gouvernement à annoncer la mise en place de couloirs humanitaires pour tenter de garantir la circulation des biens essentiels.

Le cas bolivien montre également que l'érosion des partis au pouvoir dépend non seulement de

l'orientation idéologique du gouvernement, mais aussi de sa capacité à instaurer la gouvernabilité dans des sociétés marquées par des revendications sociales accumulées. Paz, arrivé au pouvoir après près de vingt ans de domination du Mouvement vers le socialisme (MAS), fait désormais face à une pression simultanée de la rue, des secteurs liés à l'ancien bloc populaire et d'une économie ravagée par l'inflation, la pénurie de dollars et les tensions liées au retrait ou à la réduction des subventions. Dans ce contexte, les manifestations fragilisent l'image initiale du gouvernement et réactivent le rôle central d'acteurs sociaux historiquement décisifs en Bolivie, tels que les syndicats, les organisations minières et paysannes, confirmant ainsi que toute tentative de réaligement politique conservateur dans le pays peut rapidement se heurter à ses limites si elle ne propose pas de solutions concrètes à la crise économique et sociale.



Volatilité électorale et reconfiguration politique régionale

Par ailleurs, dans une perspective plus large, le contexte international influence également la dynamique politique régionale. Le retour de Trump a renforcé le discours de plusieurs secteurs conservateurs en Amérique latine, tout en provoquant des réactions nationalistes et des tensions diplomatiques dans divers pays. Au Brésil, par exemple, certains estiment que les différends commerciaux et politiques avec Washington ont en partie profité à la position du président Luiz Inácio Lula da Silva à l'approche des élections brésiliennes.

En réalité, l'une des principales caractéristiques politiques de l'Amérique latine demeure l'instabilité électorale et l'affaiblissement des partis au pouvoir, plutôt qu'une consolidation idéologique stable à droite ou à gauche. De ce fait, tant que la région ne connaîtra pas une période prolongée de croissance économique soutenue et d'amélioration sociale, toute « vague » politique restera vulnérable aux

fluctuations rapides de l'opinion publique et des mentalités électorales.

On peut également avancer que ces cas illustrent la difficulté pour les nouveaux gouvernements conservateurs de transformer leurs victoires électorales en cycles politiques stables. Si les troubles sociaux, l'insécurité et l'essoufflement des expériences

progressistes ont ouvert la voie à des dirigeants de droite ou de centre-droit, ces mêmes gouvernements se heurtent rapidement au coût de la gestion d'économies fragiles, de sociétés mobilisées et d'attentes de changement difficiles à satisfaire. Ainsi, plutôt que d'assister à la consolidation définitive d'un nouveau cycle conservateur, le contexte latino-américain semble marqué par une forte instabilité politique, où les votes de protestation, les crises économiques et les conflits sociaux continuent de limiter la capacité de gouvernance des partis au pouvoir, quelles que soient leurs orientations idéologiques.

Journaliste associée à Escenario Mundial, elle est spécialisée en politique étrangère et en Amérique latine et possède une expérience directe de la recherche universitaire. Elle rédige des analyses sur les relations entre l'Amérique latine, la Chine et les États-Unis, ainsi que sur les questions de sécurité internationale.

COLOMBIE : VERS UNE NOUVELLE VICTOIRE POUR LA GAUCHE ?

a

Par **Marcelo Solervicens*** – commentinternacional.com

Other news, 27 mai 2026

Les élections présidentielles en Colombie sont cruciales pour la gauche et le progressisme en Amérique latine.

Le 31 mai, quelque 41 millions de Colombiens sont appelés aux urnes pour élire, parmi 14 candidats, le président qui gouvernera la Colombie jusqu'en 2030, sans possibilité de second mandat. Pour être élu dès le premier tour, un candidat doit obtenir plus de 50% des suffrages exprimés; à défaut, un second tour sera organisé le 21 juin entre les deux candidats arrivés en tête. Le nouveau président prendra ses fonctions à la Casa de Nariño le 7 août.

Le ticket progressiste du Pacte historique, composé d' Iván Cepeda Castro pour la présidence et de la sénatrice et leader indigène Aida Quilcué Vivas pour la vice-présidence, est le favori. Iván Cepeda fait campagne pour l'emporter dès le premier tour et s'engage à « créer des opportunités en Colombie ». Le vote étant volontaire, l'abstention, historiquement très élevée en Colombie (45 % lors de l'élection présidentielle de 2022), influencera fortement le résultat. L'impact de l' intense campagne de dénigrement menée par la droite, dans les médias et sur les réseaux sociaux, contre le président sortant Gustavo Petro et le candidat de gauche progressiste, Iván Cepeda, sera également déterminant.

Pour l'instant, Cepeda est assuré de passer au second tour le 21 juin, car il mène une gauche unie face à une droite fragmentée. Il a même élargi l'alliance qui

porté Gustavo Petro à la victoire en 2022, en formant une coalition de « progressistes, libéraux et réformistes » issus de tout l'échiquier politique. Il bénéficie notamment du soutien de l'ancien président du Parti libéral, Ernesto Samper (1994-1998), qui a déclaré : « Le pays devra choisir entre approfondir la réforme ou revenir à l'ancien modèle néolibéral. »

Le sénateur Iván Cepeda entend perpétuer l'héritage de Gustavo Petro. Militant des droits humains et porte-parole du Mouvement national des victimes de la violence d'État (Movice), il incarne les efforts visant à mettre fin à la violence endémique en Colombie et à instaurer la « paix totale » promise par Petro. Iván Cepeda est le fils du sénateur Manuel Cepeda Vargas, assassiné en 1994 lors du massacre de plus de 6 200 membres de l' Union patriotique par des agents de l'État. Cette exécution extrajudiciaire a été condamnée en 2010 par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) et qualifiée de génocide par la Commission de la vérité et de la réconciliation de Colombie en 2022.

Son programme gouvernemental, « Le pouvoir de la vérité », promet d'approfondir le processus de transformations structurelles amorcé par le premier gouvernement de gauche colombien, dirigé par Gustavo Petro, qui s'est achevé avec un taux d'approbation exceptionnellement élevé , supérieur à 50 %. Ce gouvernement, malgré l'absence de majorité au Congrès, est resté connecté au mouvement populaire du soulèvement social de 2019-2021, progressant grâce à la mobilisation sociale dans les rues.

Iván Cepeda a mené une excellente campagne de terrain et bénéficie du soutien des syndicats et des mouvements sociaux, élargissant ainsi la base sociale du Pacte historique et construisant son programme électoral grâce à la participation démocratique . Son programme s'inscrit dans la continuité de la révolution économique et sociale entreprise par le gouvernement de Gustavo Petro, visant à éradiquer la pauvreté, à réduire les inégalités sociales, à mettre fin à la faim et au chômage, et à améliorer l'accès aux soins de santé et à l'éducation gratuite. Il entend également approfondir la transition énergétique, la réforme agraire et créer des partenariats public-privé.

Iván Cepeda propose également une révolution éthique contre la corruption endémique , pour la vérité, la justice et la réparation des victimes ; garantissant la non-répétition de tels actes, la protection des signataires de l'Accord de paix et le respect de l' Accord de paix final de 2016 , pour la transformation de la Colombie en acteur de paix. Le programme du Pacte historique propose de renforcer le pouvoir des constituants. Il promet une révolution politique et démocratique fondée sur le principe : « Je dirigerai en obéissant et j'écouterai en dialoguant. »

Fragmentation de la droite entre le libertarianisme et l'uribisme traditionnel

Les programmes des candidats de droite colombiens, Abelardo de la Espriella et Paloma Valencia, présentent peu de différences ; tous deux insistent sur une approche sécuritaire. Malgré une campagne virulente contre le progressisme menée par les médias traditionnels, les réseaux sociaux et Washington, El País affirme que les

dissensions internes au sein de la droite colombienne ont compromis leurs chances de victoire à l'élection présidentielle avec un candidat unique. D'autres observateurs estiment que la fragmentation de la droite entraînera leur défaite. D'autres encore ajoutent que la droite a commis une erreur en centrant sa campagne sur un discours anti-Petro à forte connotation idéologique.

Abelardo de la Espriella, alias « le Tigre »

La fragmentation de la droite s'exprime, d'une part, par le duo formé par Abelardo de la Espriella , figure atypique de l'extrême droite , surnommé « *El Tigre* » (Le Tigre), et José Manuel Restrepo Abondano (ancien ministre sous la présidence d'Iván Duque), membre du mouvement d'extrême droite *Défenseurs de la Patrie* . De la Espriella promet de gouverner d'une *main de fer*. Sa rhétorique d'extrême droite s'inspire de celle du président argentin Javier Milei , du président salvadorien Nayib Bukele et du président chilien José Kast, qui l'a invité à son investiture.

Sa rhétorique populiste d'extrême droite invoque le bon sens appliqué à la nation : famille, propriété, travail, foi et sécurité. Il promet sécurité, austérité et une économie libérale. Le programme d'Abelardo de la Espriella s'intitule « *Pays miracle* ». Concernant l'austérité, il propose de réduire la taille de l'État de 40 % d'ici 2030. Il préconise une transition énergétique, en supprimant des ministères car il y aurait 700 000 fonctionnaires et contractuels en surnombre.

En matière de sécurité, il promet de supprimer la Juridiction spéciale pour la paix et de retirer la Colombie de la *Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH)*. Il applique à la lettre le programme répressif de Bukele, promettant la construction de dix méga-prisons et centres pénitentiaires afin d'empêcher les libérations de criminels faute de place et les récidives derrière les barreaux. Il promet également d'accroître les effectifs des forces armées et de sécurité pour assurer un contrôle total du territoire national. Sur le plan économique, il propose une économie libérale à l'image de celle de l'Argentine de Javier Milei, avec un État réduit, une baisse des impôts, la déréglementation et un modèle néolibéral extractif renforcé grâce aux investissements étrangers. Lors de son dernier meeting de campagne à Bogota, le candidat d'extrême droite a prononcé un discours derrière un écran de sécurité, entouré de fumée et d'effets pyrotechniques.

Paloma Valence. Candidat du mouvement Uribista

Par ailleurs, on constate l'effondrement dans les sondages du duo du parti Centre démocratique, composé d'Álvaro Uribe et de Paloma Valencia, candidats à la présidence et à la vice-présidence, Juan Daniel Oviedo.

Son programme gouvernemental comprend 111 points; il réitère les propositions traditionnelles d'Álvaro Uribe pour remédier à la crise sécuritaire et «vivre sans peur». À l'instar d'Abelardo de la Espriella, il propose d'augmenter les dépenses de sécurité et d'équiper les forces armées et les services de sécurité, ainsi que d'utiliser l'intelligence artificielle et les technologies numériques.

En matière économique, il promet une croissance plus forte en baissant les impôts, en allégeant la réglementation des entreprises et en soutenant l'entrepreneuriat. Il propose d'attirer les investissements étrangers et de restructurer la dette extérieure. Il prévoit de renforcer les industries extractives en relançant la fracturation hydraulique et l'extraction d'hydrocarbures. Il propose de créer une voie de sortie de l'économie informelle et promet de résorber l'arriéré des rendez-vous médicaux en améliorant l'efficacité du système.

L'effondrement des sondages du candidat soutenu par Uribe reflète le déclin d'un mouvement de droite qui a dominé la vie politique colombienne ces dernières décennies, lié à la condamnation de l'ancien président Álvaro Uribe en août 2015 pour subornation de témoin et fraude procédurale – des délits mineurs comparés à ses nombreux liens avec des groupes paramilitaires et le trafic de drogue, ainsi qu'aux crimes commis durant sa présidence.

La candidature de Paloma Valencia n'a pas permis de résoudre la crise au sein de l'uribisme, contrairement à celle d'Iván Duque en 2018. Cette crise découle des difficultés rencontrées par le Centre démocratique pour trouver un candidat de remplacement après l'assassinat de Miguel Uribe Turbay, candidat à la présidentielle, par un tueur à gages travaillant pour le crime organisé étranger. À cela s'ajoutent les luttes de pouvoir internes au Centre démocratique, qui demeure néanmoins la deuxième force politique au Congrès.

Campagne contre Gustavo Petro, Iván Duque et le progressisme

Pour ces élections présidentielles, ce que certains qualifient d'opération « frauduleuse » contre la Colombie s'est intensifié. L'absence de débat officiel entre les candidats n'a pas contribué à clarifier la situation. La presse internationale insiste sur la violence et la polarisation. Or, le nombre d'homicides a connu une baisse historique, malgré les difficultés du processus de paix totale. Selon l'API, l'élection présidentielle de 2026 restera dans l'histoire «*comme l'une des plus sales et des plus antidémocratiques*». En effet, outre la campagne traditionnelle contre le progressisme menée par les grands médias, on observe des attaques et de la désinformation sur les réseaux sociaux, le recours à l'intelligence artificielle et *des campagnes de diffamation*, avec une saturation obtenue grâce aux algorithmes.

Bloomberg, entre autres, continue de remettre en question le bilan du gouvernement de Gustavo Petro, pointant du doigt la dette publique et la gestion budgétaire de l'administration progressiste; allant même jusqu'à évoquer l'existence d'un déficit caché, comme l'a rapporté le journal *El Colombiano*. Ils contestent le solde économique positif et les 100 réalisations du gouvernement de Gustavo Petro

Parallèlement, la campagne de diffamation recourt à des techniques de désinformation, comme la diffusion d'un faux enregistrement audio, notamment par *RCN News*, le journal *El Tiempo* et d'autres médias. Dans cet enregistrement, prétendument issu d'une source militaire, Rogelio Benavides, *alias Calarcá*, un des chefs dissidents des FARC, affirmait soutenir le candidat du Pacte

historique et menaçait violemment quiconque ne voterait pas pour Iván Cepeda. En réalité, il s'agissait d'un criminel de la prison de Tolima, spécialisé dans l'extorsion téléphonique, selon le ministère de la Défense lui-même.

À cela s'ajoutent les allégations de manipulation électorale et d'imposition de récits par le Projet Jupiter, un programme multimilliardaire du mouvement uribiste révélé par le magazine *Raya*. Ce projet serait une structure parallèle d'ingérence politique, composée d'hommes d'affaires, d'ONG, de personnalités influentes et de médias privés, opérant en dehors du cadre légal des élections colombiennes et bénéficiant d'importants financements pour imposer son agenda électoral. Par ailleurs, la chaîne *Red* a révélé la campagne de désinformation contre la Colombie et d'autres gouvernements progressistes de la région, connue sous le nom de *Hondurasgate*.

À cela s'ajoute l'offensive de Washington pour s'imposer dans la région, notamment en Colombie.

Élections cruciales pour la Colombie et l'Amérique latine

La gauche progressiste colombienne a les meilleures chances de l'emporter face à une droite divisée. Une victoire du *Pacte historique*, dès le premier ou le second tour, confirmerait le tournant décisif amorcé par le gouvernement de Gustavo Petro en 2022, rompant démocratiquement avec la distribution clientéliste et exclusive du pouvoir d'État propre au système bipartite libéral-conservateur et avec l'interminable alliance du Front national entre factions de droite, qui a duré plus de 70 ans.

Cette transition difficile, marquée par *la violence*, est historiquement liée à une démocratie indirecte et restreinte, entravée par l'oligarchie, et caractérisée par de profondes inégalités socio-économiques exacerbées par un modèle néolibéral extractif et une dépendance persistante à l'égard de Washington.

La transition colombienne est difficile et restera complexe car, malgré le fait que lors des élections législatives du 8 mars, le *Pacte historique* se soit renforcé en tant que force ayant obtenu le plus de voix, augmentant son nombre de sièges au Sénat de 20 à 25 sur 103 et de 26 à 37 sur 161 à la Chambre des représentants, la gauche progressiste ne dispose toujours pas de la majorité au Congrès et doit recourir à la mobilisation sociale.

Une nouvelle victoire du *Pacte historique* confirmerait la pérennité de la gauche en tant que force politique, assurant la continuité des réformes entreprises par le président sortant Gustavo Petro. Elle marquerait également une rupture durable avec le bipartisme traditionnel libéral-conservateur, instaurant un nouveau système bipartite entre une gauche unie au sein du *Pacte historique* et une droite fragmentée en sept partis, mais qui conserve la majorité au Congrès après les élections législatives du 8 mars.

L'élection présidentielle en Colombie est cruciale pour la gauche et les progressistes d'Amérique latine. La victoire d'Iván Cepeda remettrait en cause la vague de mouvements d'extrême droite, autoritaires et pro-Washingtoniens, illustrée par les réélections de Daniel Noboa en Équateur, de Nasry Asfura au Honduras, de Javier Milei aux élections législatives argentines d'octobre dernier et de José Kast au Chili.

Elle marquerait le début d'un nouveau cycle progressiste.

Une victoire d'Iván Cepeda et la poursuite du projet progressiste du *Pacte historique* renforceraient le rempart progressiste érigé par Gustavo Petro, Claudia Sheinbaum au Mexique, Luiz Inácio Lula da Silva au Brésil et d'autres gouvernements de la région, contre les objectifs stratégiques de domination colonialiste de la doctrine Donroe en Amérique latine. Le gouvernement de Gustavo Petro s'est opposé à la guerre inefficace menée par Washington contre la drogue, promeut une transition énergétique souveraine, défend l'intégration latino-américaine et, sur la scène internationale, dénonce le génocide du peuple palestinien à Gaza ainsi que l'agression de Washington contre Cuba.

Dans ce contexte, rappelons les menaces du sénateur républicain Bernie Moreno, de l'Ohio, d'origine colombienne. Il a averti que Washington pourrait ne pas reconnaître les résultats en cas d'irrégularités liées à l'intimidation des électeurs. Moreno sera observateur électoral. Proche allié de Trump, il a menacé ce dernier de réitérer ce qu'il avait fait au Venezuela : « Nous avons déjà dû intervenir militairement au Venezuela pour régler le problème. » Gustavo Petro a répondu au sénateur américain : « *Le libre choix du peuple colombien doit être respecté. C'est une démocratie, pas la servitude.* »

* *Analyste politique.*

PALANTIR : LA PIERRE DE VOYANCE QUI MENACE LA SOUVERAINETÉ DE L'AMÉRIQUE LATINE

Par Rafael Bonifaz* – Droits numériques

Others News, 27 mai 2026

Palantir est une puissante entreprise technologique forte de plus de vingt ans d'histoire. Ses fondateurs la présentent comme un outil de protection de la sécurité des États-Unis et de leurs alliés. Ses détracteurs, quant à eux, la considèrent comme une arme de surveillance de masse et s'interrogent sur son utilisation à des fins militaires. Ces derniers mois, elle a fait parler d'elle en Amérique latine pour ses démarches auprès de gouvernements, notamment ceux de l'Équateur et de l'Argentine. Dans cette chronique, nous examinerons les activités de Palantir et leurs implications pour la région.

Palantir gagne en popularité dans notre région. Son nom s'inspire des pierres palantiri du « Seigneur des Anneaux », qui permettaient de voir ce qui se passait dans d'autres dimensions. L'entreprise a été fondée en 2004, dans un contexte de paranoïa suite aux attentats du 11 septembre 2001. Son objectif était d'analyser des données provenant de diverses sources afin de générer des renseignements permettant d'identifier les attaques terroristes potentielles avant qu'elles ne se produisent, grâce au recoupement d'informations issues de différentes sources.

Dès sa création, Palantir a entretenu des liens étroits avec le gouvernement américain et ses agences de renseignement. Parmi ses premiers bailleurs de fonds figurait In-Q-Tel, un fonds créé par la CIA pour le développement de technologies de sécurité, qui a investi deux millions de dollars dans l'entreprise. Le FBI, l'ICE et la NSA comptent parmi les agences

américaines les plus importantes ayant fait appel à ses services. Dans le cas de la NSA, Palantir a contribué à l'amélioration du système secret d'analyse de données XKEYSCORE, rendu public suite aux révélations de Snowden.

Palantir a également été utilisé par l'ICE comme outil d'expulsion de migrants, comme nous l'avons récemment documenté dans une chronique. L'outil ELITE est un système fonctionnant comme un « Google Maps des personnes susceptibles d'expulsion » : il affiche la localisation probable de chaque personne ciblée sur une carte, accompagnée d'un score de probabilité d'expulsion. Ce score est calculé en recoupant des données telles que les adresses Medicaid, les données GPS et les enregistrements de caméras de surveillance. Il génère également automatiquement des dossiers contenant les casiers judiciaires et les décisions de justice. En 2025, l'ICE a investi 30 millions de dollars pour étendre ELITE et créer Immigration OS, une plateforme qui suit les individus de leur entrée sur le territoire américain jusqu'à leur expulsion en temps réel. Le système réduit les individus à des cas individuels avec des dates de départ estimées, sans aucune possibilité de contestation ni de défense.

Comme si cela ne suffisait pas, cette entreprise est également très présente dans le domaine militaire. Parmi ses produits figurent Gotham et Maven. Maven permet une prise de décision assistée par l'intelligence artificielle afin de définir rapidement et précisément les cibles en situation de guerre.

On sait qu'il a été utilisé lors du conflit au Moyen-Orient et qu'il a contribué à identifier des cibles dès le premier jour de l'attaque américaine contre l'Iran. Parmi les cibles potentielles figurait une école où 168 personnes ont trouvé la mort, dont 110 enfants. Un dysfonctionnement dans un système informatique bancaire peut priver des personnes d'argent ; un dysfonctionnement dans un système militaire peut coûter la vie à des civils.

Qui se cache derrière Palantir ?

Il est pertinent de se demander qui se cache derrière cette entreprise et à qui profite un marché aussi étendu compte tenu de ses capacités. Deux de ses fondateurs sont des personnalités controversées qui ont récemment fait parler d'elles dans notre région : Peter Thiel et Alex Karp. Le premier est président du conseil d'administration de Palantir, et le second son PDG.

Peter Thiel est l'un des fondateurs de PayPal, aux côtés de personnalités comme Elon Musk. En 2002, l'entreprise a été vendue à eBay pour 1,5 milliard de dollars, et grâce à ces fonds, il a commencé à financer *des start-ups* technologiques telles que LinkedIn et Yelp, entre autres. Thiel a été l'un des premiers investisseurs de Facebook, et Mark Zuckerberg le considérait comme son mentor.

Outre sa réussite en affaires, il défend également des positions politiques controversées. Le Washington Post a obtenu des enregistrements audio confidentiels d'un séminaire donné par Thiel à San Francisco, intitulé : « L'Antéchrist : un cycle de quatre conférences », entre septembre et octobre 2025. Ces conférences étaient organisées par ACTS 17 Collective, une organisation qui promeut le christianisme au sein de l'industrie technologique.

Dans ses interventions, Thiel affirme que l'Antéchrist apparaîtra sous les traits de personnes opposées au progrès technologique ou défenseuses de l'environnement. Il a même cité Greta Thunberg, militante écologiste, et Eliezer Yudkowsky, chercheur en intelligence artificielle et sécurité, comme de possibles incarnations de l'Antéchrist.

En 2009, Thomas Thiel publia l'essai : « L'Éducation d'un libertarien », dans lequel il soutient que liberté individuelle et démocratie sont incompatibles, cette dernière tendant à restreindre les droits par la volonté de la majorité. Il propose que les libertariens privilégient l'innovation technologique et le marché à la politique traditionnelle, qu'il juge inefficace. Il souligne que l'expansion du suffrage féminin et de l'État-providence au XXe siècle a contribué à l'essor de formes de gouvernement érodant l'autonomie individuelle. Il cite Facebook comme exemple de la manière dont la technologie peut créer de nouvelles communautés et des formes de contestation en dehors des États-nations. De plus, dans cet essai, il affirme que le cyberspace, les colonies marines flottantes ou l'espace extra-atmosphérique sont des lieux où la liberté individuelle pourrait être reconquise sans recourir à la politique démocratique.

D'un autre côté, il y a Karp, qui a publié en 2025, avec son collègue de Palantir, Nicholas W. Zamiska, l'ouvrage « La République technologique : Puissance dure, pensée faible et avenir de l'Occident ». En avril 2026, le compte X de Palantir a publié un manifeste en 22 points résumant le contenu du livre.

Une analyse de ce manifeste pourrait remplir une chronique entière, mais certains points clés se dégagent : l'utilisation des logiciels comme outil de guerre et la suprématie des États-Unis sur les autres nations ; le devoir des entreprises technologiques de soutenir l'armée américaine (« si l'armée a besoin d'un fusil, nous devons créer le meilleur ») ; et une vision positive de l'utilisation d'armes dotées d'IA dans la guerre, entre autres.

Mais la controverse autour de Karp ne se limite pas à ce livre et à son manifeste. Dans une interview accordée à CNBC, il a déclaré : « À mes amis de la communauté tech : personne au monde ne nous tolérerait, ni nos activités, si l'Amérique ne possédait pas l'armée la plus puissante du monde. Par conséquent, soutenir l'armée n'est pas une option, c'est une obligation pour ceux qui profitent de notre système. » Lors d'une réunion avec des financiers, il a affirmé : « Palantir est là pour bouleverser l'ordre établi et faire des institutions avec lesquelles nous collaborons les meilleures au monde. Et, si nécessaire, pour intimider nos ennemis et, parfois, les éliminer. »

Son expansion en Amérique latine

En janvier 2025, le président de l'Équateur a annoncé son plan de transformation numérique en collaboration avec des entreprises telles que Google, Healthbird et Palantir. En mai de la même année, le gouvernement a officialisé son partenariat avec Palantir pour lutter contre la fraude douanière. Le président a alors déclaré : « La sécurité ne se défend pas uniquement par la force ; elle se défend aussi par le renseignement et le développement de nouvelles technologies. »

Karp et Noboa se sont rencontrés au Forum de Davos en janvier 2026, où ils ont annoncé l'ouverture prochaine de bureaux de l'entreprise en Équateur, les premiers en Amérique latine. La collaboration avec le gouvernement s'étend désormais à la lutte contre l'exploitation minière et la pêche illégales, ainsi qu'à la prévention de la fraude aux prêts publics. Si la collaboration entre le gouvernement et Palantir est de notoriété publique, le contenu des contrats qui la formalisent demeure confidentiel.

En avril dernier, Peter Thiel est arrivé en Argentine, où il a acquis une demeure historique dans le quartier huppé de Palermo Chico pour environ 12 millions de dollars américains. À l'heure où nous écrivons ces lignes, Thiel se trouve toujours dans le pays. Lors de sa visite, il a rencontré à huis clos le président Javier Milei à la Casa Rosada, ainsi que d'autres membres du gouvernement, dont Santiago Caputo, qui conserve la direction du Secrétariat d'État au renseignement (SIDE).

Thiel établit son quartier général à Buenos Aires pour le Cône Sud. Le 13 mai, il se rendit à Asunción où il rencontra le président paraguayen Santiago Peña. Il se rendit également à Santiago du Chili fin avril et début mai, où il rencontra des personnalités libertariennes et néolibérales telles que Johannes Kaiser et José Piñera.

On ignore depuis combien de temps Thiel discute de Palantir et de l'utilisation de ses outils dans les pays du Cône Sud ; ses intérêts vont bien au-delà, et il souhaite investir dans des secteurs comme les mines et l'énergie.

On suppose que Thiel voit en l'Argentine de Milei le lieu où il pourrait créer son « utopie » technologique, sans avoir besoin de voyager dans l'espace ni d'établir de colonies marines.

La souveraineté numérique de l'Amérique latine menacée

Palantir est l'une des entreprises les plus puissantes au monde dans le domaine de l'analyse de données et de l'intelligence artificielle. Sans contrôles démocratiques, institutionnels et techniques adéquats, tant au niveau des gouvernements que de l'entreprise elle-même, cette technologie risque de devenir un outil de surveillance de masse, pouvant mener à l'instauration de régimes autoritaires. On peut légitimement se demander ce que des dictateurs comme Videla ou Pinochet auraient fait des capacités de surveillance et d'analyse prédictive que propose aujourd'hui Palantir.

Dans ce contexte, il est préoccupant que le gouvernement équatorien ait approuvé en 2025 une loi organique sur le renseignement dont plusieurs articles clés ont été provisoirement suspendus par la Cour constitutionnelle en raison de leur inconstitutionnalité potentielle. De même, et de façon inquiétante, l'Argentine a récemment modifié sa loi sur le renseignement par décret, élargissant ainsi les pouvoirs du SIDE (Secrétariat d'État au renseignement).

L'adoption de nouvelles technologies de surveillance de masse par les États d'Amérique latine est alarmante, surtout au vu des dictatures sanglantes qu'a connues notre région. S'associer à une entreprise comme Palantir, avec la vision du monde de ses fondateurs, comporte un risque supplémentaire : celui de voir ces pays directement

surveillés par l'entreprise, et donc de perdre leur souveraineté. Pour paraphraser Tolkien, Palantir agirait comme la « Pierre d'Osgiliath », la pierre palantiri capable d'espionner autrui.

Dans « La République technologique », Alex Karp souligne l'importance de défendre les valeurs occidentales par la force et la supériorité technologique et militaire, les États-Unis étant à l'avant-garde. Pour Karp, Palantir et d'autres entreprises technologiques sont des instruments de pouvoir qui renforcent la suprématie américaine sur les autres pays. Espérons que nos gouvernements respectent l'autodétermination de leurs peuples et ne continuent pas de sacrifier notre souveraineté pour consolider cette notion infâme de « zone d'influence américaine ».

**Responsable du Programme latino-américain pour la résilience et la défense numérique.*



Des nouvelles du CAPMO

Notez qu'il n'y aura pas de brunch du CAPMO cette année.

Soirée mensuelle du CAPMO

Touché, documentaire sur l'assistance sexuelle pour les personnes en situation de handicap

Jeudi 11 juin 2026, 18 h 30, Maison de la coopération et de l'économie solidaire.

À l'appel de la Coalition Main rouge

Manifestation nationale, vendredi 5 juin à midi

Devant l'assemblée nationale à Québec

MANIFESTATION UNITAIRE POUR LA FIN DES TRAVAUX PARLEMENTAIRE.

DEMAIN MÉRITE MIEUX !

ON A LES MOYENS DE FAIRE AUTREMENT!

Bon été

Le CAPMO reprendra ses activités en septembre